

En Irlande, votez oui, sinon gare!

D'ici quelques semaines, les Irlandais reprendront le chemin des urnes pour voter une nouvelle fois sur le Traité de Lisbonne. Médias, partis politiques, patronat, tous ont pris position pour le oui. Selon Le Vrai débat, pas question de laisser le peuple donner son propre avis, cette fois la machine totalitaire est bien rodée.

On en parle très peu en France, et pourtant dans moins d'un mois se jouera en Irlande un événement capital pour l'avenir de l'Union européenne. Le 2 octobre en effet, les électeurs irlandais sont appelés à revoter sur le Traité de Lisbonne, dans une version en tout point identique à celle qu'ils avaient rejetée par 53% des voix en juin 2008.

Deux mots résument la campagne qui débute : dérive totalitaire. Il ne faut pas craindre en effet d'employer cette expression, la plus appropriée pour décrire le climat dans lequel les Irlandais vivent les semaines qui les séparent du scrutin.

L'existence d'un deuxième référendum serait déjà en soi suffisante pour pouvoir parler de dérive totalitaire. Lorsqu'on refait voter un peuple sur un texte à 100% identique à celui sur lequel il vient de s'exprimer, on n'est clairement plus en démocratie. Les partisans les plus zélés, ou les plus aveugles, de l'Europe de Bruxelles pourront toujours essayer de trouver une justification plus ou moins tirée par les cheveux. Du point de vue des principes démocratiques, il ne peut pas y en avoir. S'ils tolèrent ce genre de procédés, ils ne sont pas démocrates. C'est leur droit, mais ils doivent en être conscients.

La dérive totalitaire concerne également la campagne référendaire. Seul parmi les 27 de l'Union européenne à avoir eu la possibilité de s'exprimer par référendum, le peuple irlandais est soumis à une terrible pression des milieux eurocrates politiques, administratifs et financiers. Pour "éclairer" les électeurs, la commission européenne vient par exemple de publier un livret censé résumer en quelques pages le Traité de Lisbonne. D'après la commission, les électeurs irlandais pourront suite à la lecture de ce guide « voter en conscience et en toute connaissance de cause ». Dès les premières lignes, le ton est donné : « L'objectif du Traité de Lisbonne est de rendre l'UE plus démocratique, plus efficace et plus transparente. Il donne aux citoyens et aux parlements plus de poids dans la conduite des politiques européennes, et donne à l'Europe plus de poids dans le monde, tout en protégeant les intérêts nationaux ». Bref, un Traité idéal pour une Europe idéale... Citoyens irlandais, radio Bruxelles vous informe !

Au niveau national, la quasi totalité des partis irlandais soutiennent le OUI, du Fianna Fail parti du premier ministre Brian Cowen au Fine Gael, principal parti d'opposition. Craignant que l'impopolarité du premier ministre ne rejaillisse sur le scrutin (selon les derniers sondages, 85% des Irlandais sont mécontents de sa politique), le Fine Gael vient d'appeler les électeurs à « attendre les prochaines élections pour sanctionner le premier ministre. Pour le moment il faut dire oui à l'Europe ». C'est beau comme du François Hollande... On remarque que pour tromper l'électeur, on utilise toujours ce genre de raisonnement consistant à dissocier politique nationale et politique européenne, alors que cette dernière conditionne la majeure partie des politiques économiques des gouvernements (et c'est précisément sur ce point que les Irlandais sont mécontents de Cowen), et que 80% des lois nationales sont directement issues de Bruxelles dans la plupart des Etats membres. Il est donc parfaitement cohérent, et lucide, de voter contre l'Europe de Bruxelles lorsqu'on est mécontent de son gouvernement. Parler de confusion des scrutins est une escroquerie, une manipulation destinée à contenir la colère légitime des peuples.

Il va de soi que dans les médias, le camp du OUI est surreprésenté, bénéficiant de l'engagement des deux partis les plus importants du pays. Ceux qui se souviennent du déluge de propagande qui s'abattit sur la France lors la campagne référendaire sur la Constitution européenne en 2005 comprennent ce que vivent grosso modo en ce moment les Irlandais, d'une façon sans doute encore aggravée, en raison des pressions eurocrates plus fortes que jamais.

Autre dérive totalitaire, les arguments de campagne. Du côté du OUI, il n'y en a pas. Le seul ressort de la campagne est la peur. Tous les arguments, même les plus ridicules, sont bons à prendre pour terroriser l'électeur : aggravation de la crise en cas de victoire du NON, expulsion de l'UE, fuite des investisseurs étrangers. Cette stratégie de la terreur, utilisée par l'ensemble des partis du OUI, est complétée par le mensonge selon lequel l'Europe protégerait les pays membres de la crise. Un simple coup d'oeil sur les chiffres de la récession dans le monde montre au contraire que les premiers pays touchés par la récession furent les pays européens, qu'ils connaissent une dépression plus forte qu'ailleurs, et qu'ils sortent de 15 ans de croissance molle. C'est encore plus vrai au sein de la zone euro.

De toute façon, comment une Europe qui a fait du libéralisme mondialisé, de la déréglementation et du libre-échange sa seule devise pourrait-elle avoir un rôle protecteur dans une crise qui s'explique précisément par la faillite de ces principes ? Un peu de logique s'impose pour comprendre la réalité des chiffres, et déminer les mensonges du camp des eurobéats.

Enfin, les grands patrons irlandais se sont eux-aussi lancés dans la campagne du OUI. En tête, le PDG de Ryan Air, Michel O'Leary. Il faut dire qu'il attend le feu vert de la commission européenne pour le rachat d'un concurrent, Aer Lingus... Autre patron engagé, Jim O'Hara, le PDG d'Intel, qui vient de faire appel d'une amende de plusieurs millions d'euros prononcée par la commission contre sa société. Echange de bons procédés entre "Européens convaincus" dira-t-on...

Référendum après référendum (ils sont d'ailleurs de plus en plus rares), les pressions exercées sur les peuples européens pour qu'ils « votent bien » (et si possible du premier coup !) se renforcent, jusqu'à verser dans la dérive totalitaire pure et simple. Très clairement, quand il s'agit d'Europe, et parce qu'on touche à l'évidence au coeur de la machine, là où se prennent les vraies décisions, les peuples ne sont pas les bienvenus.

L'Irlande n'est pas la seule concernée. Le phénomène est général. Il est particulièrement fort en France où des parlementaires de tous bords, UMP, PS, MODEM, ont voté en catimini en 2008 le Traité de Lisbonne, copie-conforme de la Constitution européenne que nous avons rejetée par référendum en mai 2005.

La propagande depuis n'a jamais cessé. Pour vous en convaincre, visionnez ce court reportage diffusé par la chaîne France24 au sujet de la campagne irlandaise. La première phrase du journaliste donne le ton : « Les Irlandais ont voté NON l'an dernier, surtout parce qu'ils ne comprenaient pas le Traité de Lisbonne »...Ce journaliste, comme tant d'autres en France, est en mission : reprendre la communication européiste et faire croire au bon peuple que tout est affaire de pédagogie, que le NON ne peut s'expliquer que par un défaut de compréhension, et certainement pas par un rejet politique. Les démocrates dignes de ce nom doivent réagir, et vite.

Pour l'heure, nous ne pouvons que souhaiter une victoire du NON en Irlande, le 2 octobre prochain. Ce NON sonnerait comme un désaveu terrible pour l'ensemble des "élites eurocrates". Les derniers sondages montraient une avance assez confortable du OUI, mais en reflux. Espérons que les partisans du NON sauront amplifier le mouvement.

*(Marianne)*